

Algérie 2014 : à propos

Afin de mieux comprendre le contexte dans lequel est proposée à la société algérienne l'offre politique actuelle – notamment donc la surprenante candidature de l'actuel président de la République à un quatrième mandat –, il convient de saisir la nature profonde des rapports avec l'Etat.

De ce point de vue, fondamentalement, on est en présence d'un modèle structuré par les fortes dynamiques et synergies de deux formes de rente qui vont pénétrer et imprégner les logiques dominantes fonctionnant tant au sein de la société et de l'Etat que, bien évidemment, dans les rapports étroits qu'ils entretiennent :

- une première forme de rente, de nature historique et à finalité politique, potentiellement génératrice de capital symbolique de par ses logiques fondatrices et historiquement la première à avoir fonctionné dans la société algérienne moderne ; au lendemain de l'indépendance nationale, à compter donc de la fin des années 1960. Elle trouve son origine dans l'histoire de la résistance nationale face à l'oppression coloniale, notamment dans les deux phases contemporaines successives que furent le Mouvement national, puis la guerre de Libération nationale. Ces deux étapes historiques ont contribué à forger les mémoires et les imaginaires individuels et collectifs de générations entières de militants et de citoyens qui y ont consacré

En dernière analyse, tout se passe comme si, suite à un ensemble de processus assimilables à des «métastases», la société dans son ensemble était atteinte d'une sorte de «cancer» trouvant son origine dans les logiques rentières à l'œuvre et dont l'une des principales conséquences était la dévalorisation, voire la négation même de l'effort, de la rigueur, de la quête d'excellence.

leur vie et demeurent très attachés à cet héritage constitutif de la conscience nationale. Ceci n'empêchait pas qu'en même temps, par leurs diverses pratiques sociales, notamment celles de nature politique, ils se transformaient, d'une manière ou d'une autre, en rentiers visant à tirer avantage de leur itinéraire passé pour consolider leur situation personnelle – symbolique et matérielle – dans la société, ainsi que leur positionnement dans le système politique. Or, au fur et à mesure que le temps passait et que l'on s'éloignait de la période fondatrice même de la guerre de Libération nationale, l'ensemble des logiques concernées se sont de plus en plus nettement transformées en une rente de situation considérée comme définitivement acquise par ses bénéficiaires directs. Et c'est également de ce point de vue, que le pouvoir politique lui-même, de manière institutionnelle, mais aussi en tant qu'il est composé d'individus singuliers, pour mieux asseoir au présent sa légitimité, a systématiquement utilisé – de fait, largement instrumentalisé dans une perspective politicienne – le passé. Et c'est ainsi que cette première forme de rente, apparaissant de plus en plus comme une simple caution symbolique, visant surtout à justifier le maintien et l'immobilisme du pouvoir politique en place, est en perte régulière de sens dans la société. D'autant qu'elle s'accompagne de la disparition progressive des porteurs directs de la mémoire des luttes du passé ainsi que de l'arrivée de nouvelles générations n'ayant pas elles-mêmes connu la situation coloniale. La moitié de la population a moins de 27 ans et donc est née après 1987 – soit pratiquement après les «événements» d'Octobre 1988 – est de moins en moins sensible à la centralité, souvent hypertrophiée, du discours officiel sur la légitimité historique qui, dès lors, perd beaucoup de son impact social ;

- une seconde forme de rente, de nature

économique et à finalité sociale, potentiellement génératrice de capital matériel de par ses logiques fondatrices et apparue plus tardivement que la précédente – essentiellement à compter des années 1970 – fonctionne dans le contexte d'une économie dont le caractère rentier directement lié à l'exploitation des hydrocarbures et à leur valorisation sur leur marché mondial n'a cessé progressivement de s'affirmer. Et ce, pour atteindre, surtout depuis le début des années 2000, des proportions tout à fait excessives faisant de l'économie nationale un cas quasi caricatural d'économie rentière. Les données de base sont suffisamment connues pour ne pas être reprises ici ; il suffira d'en retenir l'essentiel : à savoir que, depuis maintenant quelques années, les hydrocarbures représentent, sensiblement, 35% du produit intérieur brut (PIB), 65% des recettes fiscales et 98% des recettes d'exportations. Dès lors, étant donné le contexte, la question de l'accès aux ressources rentières – sous forme matérielle et/ou financière – dont la gestion est assurée par le pouvoir politique central, seul en charge des modalités de leur redistribution, devient un enjeu décisif pour toutes les stratégies individuelles et collectives présentes dans la société. Et c'est ainsi que, d'une manière ou d'une autre, directement ou indirectement, tous les acteurs sociaux vont développer des stratégies afin de maximiser leurs avantages dans la compétition généralisée qui se déroule autour de l'accès aux ressources concernées, principale source de richesse fonctionnant dans la société.

En fait, au moment où beaucoup d'inter-

rogations tournent autour du bilan des trois mandats déjà effectués par l'actuel président de la République, s'il est une donnée majeure à relever et qui caractériserait son actif, ce serait certainement celle d'un profond processus de «rentiérisation» qui a transformé, à la fois, la société et l'économie.

Il est permis d'affirmer que, dans une démarche, consciente initiée et entretenue par le pouvoir politique en place depuis 1999, les deux formes de rente déjà évoquées – de nature historique et à finalité politique et de nature économique et à finalité sociale – ont été systématiquement utilisées pour renforcer ses assises et légitimités sociales et politiques, et ce, comme jamais auparavant dans l'histoire du pays depuis 1962. Grâce à l'exceptionnelle conjoncture économique mondiale favorisant une hausse du prix des hydrocarbures qui, avec ses retombées directes en termes de ressources financières accumulées par le pays, a accordé au pouvoir politique – au-delà de toute mesure – les moyens de la politique qu'il voulait conduire. Et qui consistera en une redistribution des ressources rentières, notamment par d'importants transferts sociaux représentant près de 30% du PIB et dont, au plan social, le bilan réel, pour être positif – l'augmentation de l'espérance de vie et l'amélioration des performances du pays pour l'Indice de développement humain (IDH) le prouvent – n'en reste pas moins à évaluer et préciser de manière plus fine.

Notamment en raison de la forte opacité qui entoure la forte concentration des revenus accumulés par beaucoup de personnes exerçant leurs activités, soit dans la sphère de la distribution, soit dans celle du secteur informel, soit dans les deux à la fois, et qui ont considérablement prospéré depuis le début des années 2000. Car, en effet, au plan économique, l'une des principales victimes directes des politiques conduites aura été la logique de production, comme l'illustre

le profond et grave processus de désindustrialisation qu'a connu le pays. Et dont avait très bien rendu compte le Recensement économique de 2011 dont les résultats – disponibles sur le site de l'Office national des statistiques (ONS) – avaient clairement établi que l'économie nationale était rongée en profondeur par les logiques de «bazar» en présence qui, par leur domination progressive, avaient fini par complètement la déstructurer. Il faisait ressortir que, sur près d'un million d'entreprises recensées, relevant majoritairement du secteur privé, 89% activaient dans le secteur tertiaire ; en fait, dans bien des cas, il s'agit de micro-entreprises souvent éphémères, plutôt inscrites dans les logiques de «l'économie de bazar» qui, précisément, prospère depuis les années 2000. Or, ces logiques de «bazarisation» – dont le bon sens populaire rend très bien compte par l'expression «import/import» – étaient une conséquence directe de celles correspondant à la «rentiérisation» consciemment mise en œuvre et qui reposait sur la seule volonté d'assurer, à tout prix, le maintien du pouvoir en place. Et c'est ainsi que, de plus en plus nombreux, sont apparus de nouveaux opérateurs économiques, fondamentalement articulés autour des diverses activités de la distribution, qui, progressivement, se sont constitués en groupes sociaux conscients, à la fois, de leurs intérêts communs et de la nécessité de les défendre par une action politique cohérente et organisée faisant pression sur le pouvoir politique.

C'est de cette logique sociale, animée par des groupes reposant sur le processus de «rentiérisation», qu'ils entendent bien défendre et faire durer comme axe central des politiques publiques, que va naître et émerger dans le champ de la politique, après celui de l'économie, le règne de la «chkara» – soit «l'argent sale» – pour reprendre une autre expression populaire, tout aussi pertinente que l'est «import/import». Cela dit, les logiques rentières – tout particulièrement celles liées aux ressources financières que procure la valorisation des hydrocarbures – essaient et se répandent dans toutes les composantes de la société qui, légitimement, demandent à en bénéficier en partant du principe que, leur redistribution faisant partie du pacte social en vigueur, nul ne doit en être exclu. De manière générale, dans le contexte rentier dominant, tous les acteurs sociaux se structurent et articulent fondamentalement leur stratégie en essayant de se positionner de manière à capter, au service de leurs intérêts, d'une manière ou d'une autre, le maximum d'effets d'une ou, encore mieux, des deux rentes dominantes dont les logiques parcourent la société.

Etant donné les effets absolument déterminants des deux types de rente, en termes d'accumulation de capital symbolique et matériel, le clivage principal au sein de la

**Par Nadji Safir, sociologue
(nadji.safir@gmail.com)**

capacités d'accès aux avantages que procurent les deux rentes ; le meilleur exemple est certainement fourni par les niveaux les plus élevés des élites dirigeantes du pays – ainsi que leurs parentèles et clientèles – qui, par excellence, sont formés, en quelque sorte, par des «insiders». En sens inverse, une grande partie de la jeunesse, privée – ou ne bénéficiant que peu ou très peu – d'accès aux avantages que peuvent procurer les deux types de rente, peut être considérée comme plutôt formée «d'outsiders» pour reprendre une terminologie dans certaines études sociologiques et économiques sur l'emploi. En fait, «en bas de la pyramide», vont se trouver essentiellement des jeunes qui sont en situation de plus ou moins grande précarité eu égard à l'emploi, en tant que moyen privilégié permettant de disposer d'un revenu. Quelles que soient les diverses formes que cette précarité peut effectivement prendre : chômage, sous-emploi, emploi non permanent ou emploi dans l'économie informelle. Voire, en y incluant également celle d'un emploi plus ou moins relativement formalisé en tant que tel, mais faiblement rémunéré et justifiant la désignation de la personne concernée comme étant un «travailleur pauvre». Le vaste groupe social ainsi constitué, fondamentalement caractérisable par le fait d'être majoritairement composé de jeunes, peut être désigné, en tant qu'ensemble social significatif, par un nouveau concept, initialement apparu dans le contexte des sociétés européennes contemporaines : celui de précarité, correspondant à la fusion de celui de précarité/précaire avec, selon deux lectures possibles, salariat et/ou prolétariat. Sur la base des dernières données publiées par l'ONS – «Activité, emploi et chômage au 4^e trimestre 2013» – et d'estimations personnelles, ce groupe devrait comprendre environ 5 millions de personnes, majoritairement jeunes et de sexe masculin. Et ce sont ces jeunes qui, fondamentalement, constituent la base sociale des diverses formes de contestation, de violence et d'incivilité qui, au quotidien, parcourent la société et par lesquelles ils expriment leur mécontentement et leur désarroi. La polarisation de tous les acteurs sociaux sur l'accès aux ressources rentières – y compris de la part de l'ensemble des salariés de l'ensemble du secteur public – a des conséquences directes et indirectes importantes et, tout particulièrement, pour ce qui concerne le lien entre effort fourni et revenu perçu. Qui, d'une manière ou d'une autre, est rompu ou, pour le moins, perd beaucoup de son sens puisqu'en dernière analyse le revenu réel perçu va dépendre des capacités de négociation de l'individu ou du groupe concerné, telles qu'évaluées dans le cadre

En effet, la candidature de l'actuel président de la République n'est rendue possible que parce que, fondamentalement destinée à une société parcourue par les logiques rentières, elle-même procède d'une double logique de rente. D'abord, celle d'une rente historique, à deux niveaux, en quelque sorte : au titre de la participation de l'actuel président de la République à la guerre de Libération nationale, puis à la gestion du pays comme ministre du président Boumediène dont, de surcroît, il est présenté comme l'héritier présomptif.

société va s'instaurer entre ceux qui auront pu accéder aux ressources rentières – directement ou par le biais de leurs parentèles et clientèles – et ceux qui n'auront pu y accéder. En fait, dans la réalité, les situations ne sont pas aussi tranchées et les individus vont se retrouver sur une échelle continue allant progressivement d'un minimum à un maximum. De ce point de vue tout clairement se trouver «en haut de la pyramide» ceux qui peuvent cumuler un maximum de

de la compétition généralisée autour des ressources rentières. Qui vont de plus en plus souvent dépendre de divers facteurs extérieurs à leurs activités professionnelles «techniques», pouvant même inclure leurs capacités de nuisance à l'égard du pouvoir politique – au niveau central et/ou local – ou du reste de la société. Et donc, nécessairement, avoir de moins en moins de liens établis avec l'amélioration de leur productivité réelle.